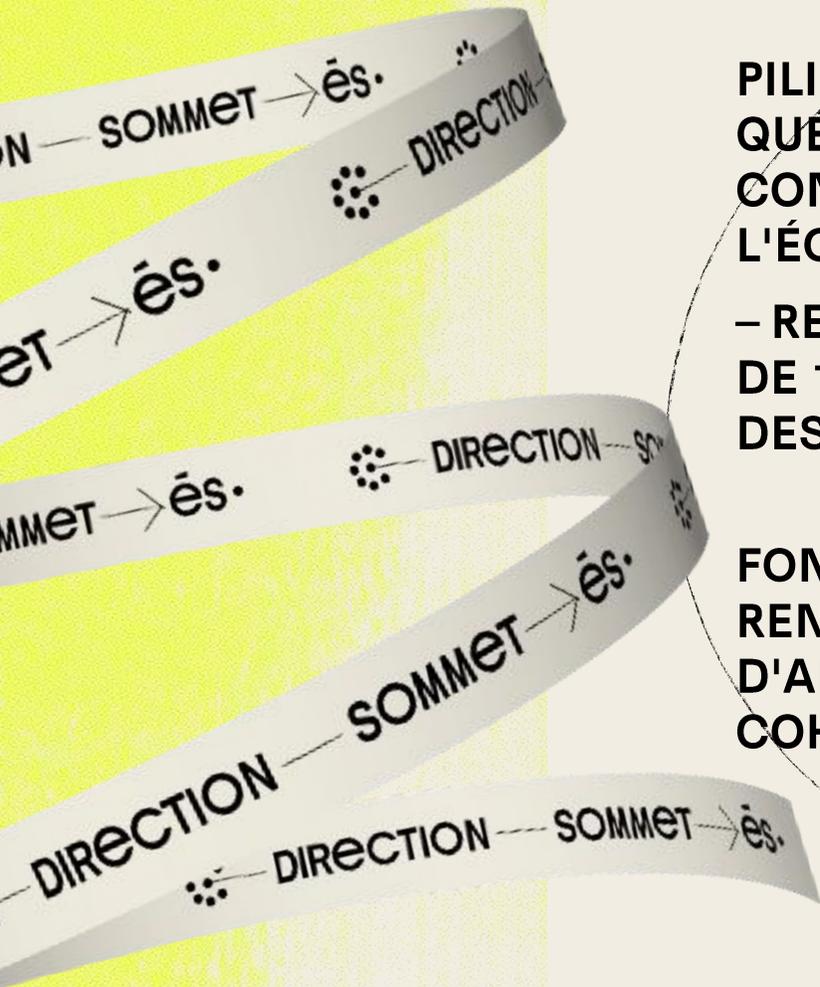


THÉMATIQUE

→ CULTURE



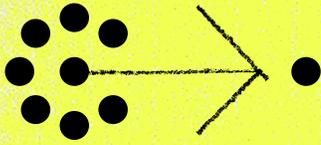
→ SOMMET → és



**PILIER CENTRAL DE LA SOCIÉTÉ
QUÉBÉCOISE, LA CULTURE
CONTRIBUE NON SEULEMENT À
L'ÉCONOMIE**

**– REPRÉSENTANT PLUS
DE 17 MILLIARDS DE DOLLARS ET
DES MILLIERS D'EMPLOIS –**

**MAIS JOUE AUSSI UN RÔLE
FONDAMENTAL DANS LE
RENFORCEMENT DU SENTIMENT
D'APPARTENANCE ET LA
COHÉSION SOCIALE.**



PRÉAMBULE

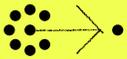
Le 10 octobre 2013, l'Assemblée nationale du Québec adoptait à l'unanimité un projet de loi sur l'économie sociale. Avec cette loi, le Québec s'inscrit dans une mouvance mondiale de reconnaissance de l'économie sociale comme composante importante de l'économie.

En effet, la propriété collective est un outil de transformation économique au service des collectivités, car l'économie sociale regroupe des entreprises qui, tout en vendant ou en échangeant un produit ou un service, répondent d'abord à des besoins sociaux. Avec un modèle de prises de décision et de redistribution des revenus et de la richesse qui se distinguent des entrepreneurs à but lucratif, la propriété collective change la logique derrière les modèles économiques traditionnels. Ce ne sont plus les profits générés qui dictent la gestion de l'entreprise, mais bien la volonté de répondre à la mission portée par l'entreprise. L'économie sociale permet de réduire les inégalités sociales et économiques et offre aux communautés des moyens de détenir collectivement davantage de contrôle sur leur territoire et leur économie.

Ainsi, l'économie sociale est un moteur de changement. Comme à l'issue du Sommet sur l'économie et l'emploi de 1996, l'économie sociale offre encore des solutions et des innovations pour répondre aux enjeux qui secouent le Québec. Fort d'une tournée nationale de 18 mois qui a mis en lumière les défis rencontrés par les communautés, mais aussi les initiatives inspirantes portées par l'économie sociale, le Chantier de l'économie sociale, en collaboration avec des partenaires stratégiques, amorce maintenant les travaux du Sommet de l'économie sociale 2025. Ces travaux, qui se dérouleront à l'automne 2024 et à l'hiver 2025, permettront d'établir une vision commune pour 2050 et des objectifs partagés sur huit thématiques centrales, fruits des échanges réalisés avec les citoyens et citoyennes, les entreprises d'économie sociale, les réseaux partenaires et les élu.e.s municipaux durant la Tournée.

En préparation du Sommet de l'économie sociale 2025, le Chantier de l'économie sociale et ses partenaires mobilisent les acteurs économiques, sociaux et politiques afin de faire émerger les innovations collectives qui offrent des solutions aux enjeux des Québécoises et Québécois. Ces efforts convergeront, en mai 2025, vers des propositions concrètes pour renforcer le mouvement de l'économie sociale et améliorer la qualité de vie au Québec.

Pour y arriver, une série de **huit cahiers thématiques** a été produite, afin de soutenir la réflexion des acteurs et partenaires de l'économie sociale, et offrir un cadre de travail aux participants et participantes des rencontres de travail qui seront organisées au cours des prochains mois. Vous êtes invités à lire ces cahiers pour faciliter la préparation de votre participation aux rencontres de travail, mais aussi pour découvrir la place essentielle de l'économie sociale comme partie intégrante des solutions. Ensemble, inspirés par les innovations et les solutions portées par les communautés à l'échelle locale et régionale, nous pourrons déployer des stratégies porteuses d'ambitions pour le Québec de demain.



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

Une vie culturelle active est un signe de communautés en santé. Elle encourage à bâtir un sentiment d'appartenance à l'échelle de son village, de sa ville ou de sa province, et contribue au développement économique et social des communautés. Or, le secteur de la culture au Québec traverse une période charnière, marquée par des bouleversements profonds et des défis structurels persistants. Après avoir été durement touché par la pandémie de COVID-19, ce domaine peine encore à retrouver sa stabilité et sa vitalité. Les mesures de confinement et les restrictions sanitaires ont non seulement transformé les habitudes de consommation culturelle, mais ont aussi accéléré la montée en puissance des plateformes numériques et de diffusion en continu. Ces dernières, dominées par de grandes multinationales, redéfinissent les modalités de création, de distribution et de monétisation des produits culturels, posant ainsi de sérieux enjeux de découvrabilité et de viabilité pour beaucoup d'artistes et d'organisations culturelles du Québec.

La crise sanitaire a mis en lumière la fragilité du secteur culturel québécois. Beaucoup d'artistes, de travailleuses et travailleurs culturels, ont vu leurs revenus chuter drastiquement, aggravant une précarité économique déjà bien présente. Les organisations culturelles (salles de spectacles, compagnies de théâtre, maisons d'édition, etc.) ont dû composer avec des aides financières publiques insuffisantes pour compenser les importantes pertes de revenus. De nombreuses institutions ont été contraintes de réduire leurs activités ou, pire, de fermer leurs portes au cours de cette période.

Au-delà des conséquences financières, cette crise a souligné les transformations profondes des habitudes culturelles de la population. La consommation en ligne s'est imposée, souvent au détriment des formes traditionnelles de diffusion. Si le numérique offre des opportunités indéniables, il accentue aussi la compétition pour la visibilité dans un espace saturé, où les produits culturels locaux peinent à rivaliser avec ceux d'acteurs mondiaux disposant de moyens considérables. Ce qui pose un véritable enjeu pour la préservation de la diversité culturelle et la promotion de la culture québécoise.

Pourtant, la culture est un pilier central de la société québécoise. Elle contribue non seulement à l'économie – représentant plus de 17 milliards de dollars¹ et des milliers d'emplois – mais joue aussi un rôle fondamental dans le renforcement du sentiment d'appartenance au Québec et la cohésion sociale. Enracinée dans son histoire, la culture québécoise, avec toutes les communautés qui la composent, participe directement à la pérennisation d'une communauté culturelle unique en Amérique du Nord et à la vitalité de la langue française dans le monde.

Les infrastructures culturelles, qu'il s'agisse des bibliothèques, des musées ou des salles de spectacles, jouent un rôle d'ancrage social, en particulier dans les zones rurales. Elles dynamisent les communautés locales et favorisent la cohésion sociale. Pourtant, de nombreux territoires souffrent d'un sous-financement chronique, accentuant les inégalités entre les centres-villes des grands centres urbains, comme Montréal et Québec, et les autres régions. Ce déséquilibre menace la vitalité culturelle et un accès équitable à la culture, en plus d'affecter directement la qualité de vie des citoyens et citoyennes un peu partout sur le territoire québécois.

Ces difficultés s'inscrivent dans un contexte global où le modèle économique prédominant exacerbe les pressions sur le secteur culturel. La logique de rentabilité immédiate et la domination des grandes plateformes étrangères fragilisent les modèles d'affaires des entreprises culturelles québécoises de plus petite taille. Par ailleurs, les politiques publiques déployées actuellement ne suffisent pas à compenser ces dynamiques mondiales et peinent à suivre l'accélération des changements apportés par le numérique et ses impacts directs sur ce secteur d'activité.



1. Institut de la statistique du Québec (2025). [L'évolution du Québec depuis 25 ans selon les travaux de l'ISQ – La culture.](#)



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

VITALITÉ CULTURELLE DES COMMUNAUTÉS

Au Québec, la culture constitue bien plus qu'un divertissement. Elle est un levier de cohésion sociale et un vecteur essentiel du bien-être des populations et du dynamisme territorial. Or, cette vitalité culturelle est aujourd'hui fragilisée par une série d'enjeux structurels qui affectent directement la qualité du milieu de vie des citoyennes et citoyens, en particulier dans les régions et les secteurs périurbains.

Le manque d'accessibilité aux infrastructures culturelles

En favorisant l'accès aux pratiques artistiques, au patrimoine et aux loisirs culturels, les organisations culturelles jouent un rôle central dans le renforcement du sentiment d'appartenance et dans le dynamisme économique des régions. Cependant, plusieurs obstacles entravent actuellement le développement et le rayonnement du secteur culturel, en particulier hors de la région métropolitaine. Ces enjeux, exacerbés par une répartition inégale des ressources, un manque de soutien financier et des défis d'accessibilité, menacent la pérennité du tissu culturel québécois. En effet, comme le rapportait La Presse récemment, plusieurs institutions culturelles québécoises sont contraintes de réduire leurs heures d'ouvertures et leur programmation, d'augmenter le prix de leurs abonnements et billets ou, pire, de fermer leurs portes de manière définitive². De plus, dans plusieurs municipalités de moins de 5 000 habitants, les bibliothèques affiliées sont sous-utilisées et leurs heures d'ouverture sont très limitées. Dans la région du Bas-Saint-Laurent, le Conseil régional de la culture rapporte que 92 % des bibliothèques affiliées sont ouvertes moins de 10 heures par semaine³. Le Conseil régional de la culture de la Gaspésie rapporte une situation similaire⁴. Les lieux de diffusion artistiques reconnus sont également rares dans plusieurs régions du Québec, certaines MRC n'en comptant aucun. Culture Côte-Nord mentionne, dans son portrait statistique publié en 2024, qu'il est très rare pour des artistes et organismes culturels de la région d'avoir accès à des lieux de recherche, de création et de production à des tarifs avantageux⁵.

Afin de pallier ce manque d'espaces, plusieurs communautés choisissent de s'organiser autour de projets visant la sauvegarde de leur église et sa reconversion en lieu collectif, en incluant souvent un volet culturel ou artistique. Malheureusement, pour ces projets s'ajoutent les enjeux liés au maintien des immeubles patrimoniaux et les difficultés de financement déjà bien présentes pour les infrastructures culturelles. Les travaux de mise aux normes, de rénovation et d'aménagement pour répondre aux besoins des collectivités environnantes sont bien souvent bien supérieurs aux capacités financières des petites municipalités et de leur population.

2. La Presse (2025). [Une crise majeure pour notre culture](#).

3. Culture Bas-Saint-Laurent (2023). [Portrait et diagnostic culturel du Bas-Saint-Laurent 2023](#).

4. Culture Gaspésie (2022). [Portrait de la culture en Gaspésie et de ses retombées 2022](#).

5. Le Devoir (2024). [La vitalité des municipalités dépend de la culture](#).



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

Une fragmentation du soutien financier public et une répartition inéquitable des ressources

Le financement public de la culture demeure fortement centralisé à Montréal et à Québec et, plus spécifiquement, dans leur centre-ville. Cette concentration limite l'émergence d'une offre culturelle diversifiée dans les régions, affaiblit les réseaux locaux et accroît les inégalités d'accès. La majorité des dépenses culturelles publiques se concentre à Montréal et Québec, laissant les régions périphériques avec un sous-financement marqué. Par exemple, Montréal bénéficie de 53 % des dépenses publiques dans le secteur de la culture, Québec de 21 %, et les autres régions se partagent les 26 % de financement restant. Cette hyperconcentration du financement crée des « déserts culturels » dans plusieurs régions du Québec, limitant l'accès aux équipements culturels et aux initiatives locales⁶. Ces écarts ne s'expliquent pas seulement par la forte concentration de population qui se trouve à proximité des centres-villes de Montréal et de Québec. En effet :

« En 2021-2022, la cagnotte culturelle totalisait 2,41 milliards, l'équivalent de 1,77 % du budget de l'État et de 282 \$ par habitant à l'échelle nationale. Cette année-là, un Montréalais recevait l'équivalent de 406 \$ dollars culturels, un citoyen de Québec un peu plus (428 \$), mais dans les autres régions, la moyenne des dépenses par habitant n'était que de 84,84 \$, selon les données de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec. »⁷

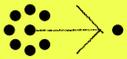
Lorsque l'on considère l'impact de la vitalité culturelle sur l'attractivité des municipalités et le sentiment global de bien-être des collectivités, on ne peut que déplorer ces iniquités de financement culturel.

Toutefois, plusieurs acteurs locaux, tels que les municipalités et les Sociétés de développement commercial (SDC), reconnaissent le rôle important des acteurs culturels dans la vitalité des milieux de vie et s'allient à ceux-ci pour dynamiser leur territoire. Animations de rue, expositions, spectacles extérieurs, prestations artistiques variées; ces activités renforcent l'attractivité territoriale à différentes échelles (quartier, région, etc.) et le développement économique local.

6. Le Devoir (2024). La vitalité des municipalités dépend de la culture.

7. Le Devoir (2024). Oasis et déserts culturels du Québec.





ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

Une faible reconnaissance de la culture comme vecteur de développement économique et de bien-être des communautés et des individus

Malgré des avancées, les pouvoirs publics semblent continuer de percevoir les crédits budgétaires attribués à la culture comme des dépenses plutôt que des investissements susceptibles de générer d'importantes retombées économiques et sociales. Pourtant, les impacts positifs de la culture dans les collectivités sont bien documentés, tant sur le plan des revenus générés pour l'économie québécoise que sur le plan de la cohésion sociale, de la santé globale des individus et de la transition socioécologique. En effet, la culture au Québec génère des milliers d'emplois, stimule le tourisme dans nos régions, et augmente le sentiment d'appartenance et de fierté des personnes par rapport au territoire où elles résident.

Sur le plan des retombées économiques, il importe de rappeler que la contribution directe des industries culturelles au produit intérieur brut (PIB) du Québec s'élevait à 3,4 % en 2022. Le PIB des industries culturelles est donc supérieur à celui des industries de l'agriculture, la foresterie, la chasse et la pêche ainsi que de l'hébergement et des services de restauration⁸. Le mémoire du Front commun pour les arts, publié en 2024, présente des données percutantes :

« Chaque dollar de production économique (PIB) en culture s'accompagne de 0,70 \$ à 0,90 \$ en production additionnelle dans le reste de l'économie (moyenne des industries : 0,70 \$). Chaque tranche de 100 M\$ dépensés en culture (excluant les télécommunications) représente 1 540 emplois, soit nettement plus que la moyenne des industries québécoises (1 030 emplois). »⁹

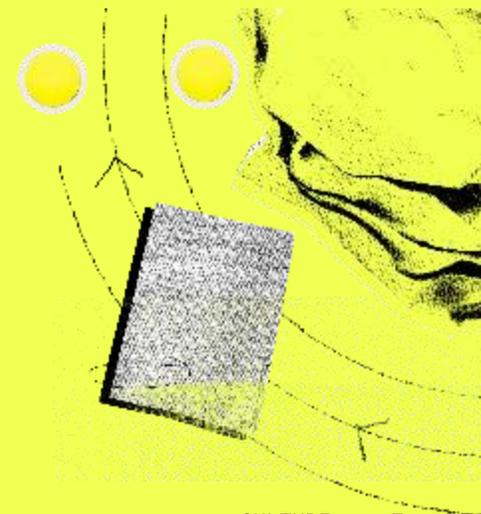
Il est démontré que les lieux culturels et la participation aux activités artistiques favorisent la santé globale des individus, en améliorant leur santé mentale, réduisant la mortalité, et renforçant le sentiment d'inclusion sociale. Elles augmentent également le bien-être et l'appartenance à la communauté, stimulant ainsi la mobilisation sociale. Par exemple, des études montrent que les personnes fréquentant les salles de spectacles ont un indice de bien-être plus élevé et une plus grande participation électorale. Ces activités culturelles ont un impact positif global, renforçant les liens sociaux et civiques¹⁰. En matière de développement durable, les arts sont un puissant véhicule de sensibilisation, de prise de conscience et de rapprochement des liens sociaux, contribuant ainsi à mobiliser les citoyennes et les citoyens pour la cause de la transition socioécologique. Autrement dit, la culture est un vecteur d'innovation où émergent de nouvelles prises de position qui transforment l'imaginaire collectif et l'opinion publique¹¹.

8. Conseil des arts de Montréal (2021). De la précarité à la dignité : nouveaux regards pour améliorer le statut de l'artiste.

9. Front commun pour les arts (2024).

10. CERESO (2023). Construire des partenariats durables avec les milieux municipaux et régionaux - Rapport d'étude sur les impacts socio-économiques des diffuseurs pluridisciplinaires de Réseau Scènes.

11. Les arts et la ville (2024). Propulser la transition socioécologique par les arts et la culture - Guide pratique à l'intention des gouvernements de proximité.





ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

La fragilité du patrimoine immatériel et le recul de la langue française

Le patrimoine immatériel, aussi appelé « patrimoine vivant », comprend les traditions orales, les savoir-faire, les expressions musicales ou encore les pratiques festives notamment ceux et celles des onze communautés autochtones du Québec. Pourtant fondamental, le patrimoine vivant reste peu soutenu par les politiques municipales, faute de reconnaissance et d'outils adéquats. Le niveau d'investissement actuel dans la préservation et la promotion du patrimoine vivant est insuffisant pour soutenir adéquatement les artisans. Ces artistes et artisans, par leur savoir-faire, relie le passé au présent. À travers leurs créations et enseignements authentiques, ils renforcent un sentiment d'appartenance qui permet d'ancrer les traditions dans une culture vivante et fière de ses racines. Les organismes en patrimoine immatériel reçoivent une bien maigre part de la tarte des subventions gouvernementales en culture, avec en moyenne une contribution publique environnant les 40 000 \$ par année par corporation¹². En raison de ces carences importantes, ce sont des décennies d'histoire qui sont menacées de disparaître.

Parallèlement, dans les dernières années, l'avènement des médias sociaux et des plateformes de diffusion en continu a eu une influence majeure sur la consommation de produits culturels francophones et sur l'usage de la langue française de manière générale au Québec. Dans le dernier rapport de l'Office québécois de la langue française portant sur l'évolution de la situation linguistique au Québec, plusieurs voyants étaient au rouge concernant l'usage de la langue française dans la vie quotidienne des personnes résidant au Québec, en particulier les jeunes de 18 à 34 ans. La part des travailleuses et travailleurs déclarant utiliser le français durant au moins 90 % de leur temps de travail a diminué entre 2010 et 2023, passant de 64 % à 58 %. Cela dit, la part de la population québécoise connaissant suffisamment le français pour soutenir une conversation demeure élevée (autour de 94 %) et elle est relativement stable depuis 30 ans. C'est plutôt la part de la population québécoise qui utilise au moins partiellement l'anglais au travail et dans le reste de la vie quotidienne qui augmente d'année en année.

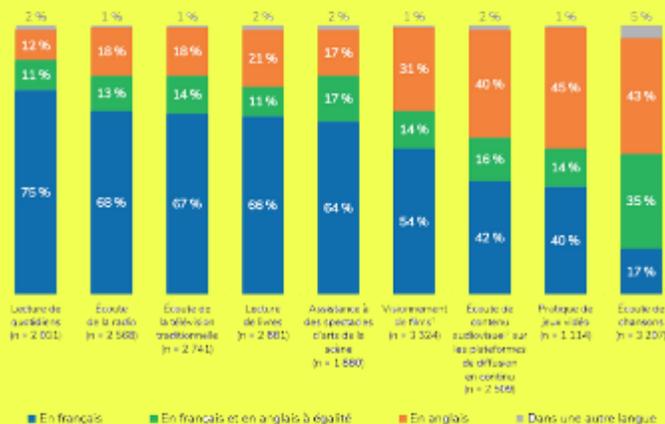
12. Conseil québécois du patrimoine vivant (2015). *État des lieux du patrimoine immatériel - Les traditions culturelles du Québec en chiffres*.

13. Office québécois de la langue française (2024). *Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec*.

14. Idem.

Qui plus est, les habitudes de consommation des produits culturels non-francophones est de plus en plus importante, et ce, pour une variété d'activités culturelles distinctes. L'usage des plateformes de diffusion en continu est fortement corrélé à une consommation importante de produits culturels non-francophones¹³. En effet, seulement la moitié des francophones adeptes de plateformes de diffusion en continu écoutent le plus souvent des émissions ou des séries en français; l'autre moitié écoute soit du contenu autant en français qu'en anglais, soit surtout du contenu en anglais. Dans les cinémas et les cinéparcs, la répartition des entrées correspondant à des projections en français a diminué entre 2008 et 2022, passant de 71 % à 66 %. En ce qui concerne les ventes d'albums musicaux (sur support physique), la part des ventes pour la musique francophone est passée de 33 % à 23 % entre 2017 et 2021. Sur les plateformes de diffusion en continu, seulement 8,6 % des écoutes concernaient des enregistrements en français en 2022. À titre de comparatif, la proportion pour les enregistrements en anglais était de 85,7 %. Parmi les livres papier édités au Québec chaque année, la part de ceux qui étaient en français est restée assez stable de 2011 à 2021 : elle a varié entre 86 % et 90 % selon les années. En 2023, cette proportion était de 90 %. Le graphique ci-dessous permet de bien illustrer les habitudes de consommation d'activités et de produits culturels selon la langue dans lesquels ils sont pratiqués¹⁴.

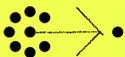
Graphique 41. Répartition des personnes sondées pratiquant diverses activités culturelles selon la ou les langues dans lesquelles elles pratiquent ces activités le plus souvent, Québec, 2023



1. Peu importe que les films aient été vus au cinéma, à la télévision traditionnelle, sur DVD ou sur des plateformes de diffusion en continu.

2. Émissions ou séries.

Source : Office québécois de la langue française, *Langues de consommation des contenus culturels au Québec en 2023*.

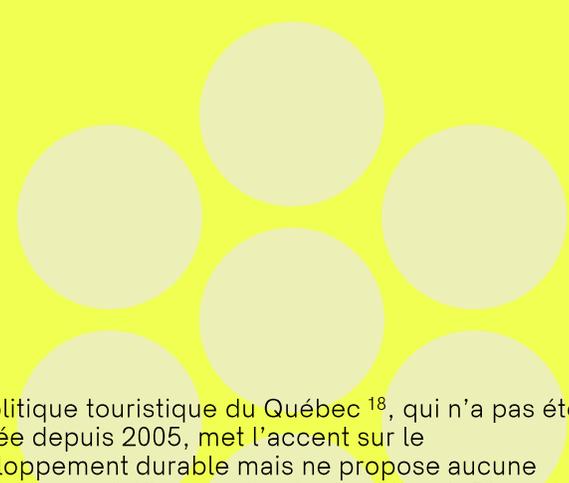


ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

Le manque de ressources pour la mise en valeur du tourisme culturel en région

Le tourisme culturel occupe une part très importante des expériences touristiques au Québec. La culture devient même un critère déterminant dans le choix d'une destination touristique. Elle permet de vivre des expériences authentiques reflétant les valeurs locales. Selon les données de Tourisme Montréal, plus de 25 % des touristes choisissent Montréal comme destination de voyage pour son offre culturelle¹⁵. De plus, 40 % des Québécoises et Québécois qui ont voyagé au Québec à l'été 2023 ont participé à un festival, un spectacle ou un événement culturel pendant leur séjour alors que 29 % d'entre eux ont fait l'expérience d'une visite culturelle d'un musée, d'un centre d'interprétation, d'un site historique ou autre¹⁶. Or, malgré l'importance de la culture pour l'industrie touristique du Québec, il demeure que les ressources manquent pour soutenir adéquatement ce segment crucial pour l'attractivité du Québec et de ses régions pour les touristes d'ici et d'ailleurs.

Par exemple, un regroupement de musées situés dans des régions plus éloignées des centres urbains du Québec ont tout récemment déploré l'insuffisance des sommes investies par le gouvernement du Québec lors du dernier budget provincial. Ensemble, ils sonnaient l'alarme pour annoncer une crise imminente. Ils soulignent que les coûts d'exploitation dans les institutions muséales bas-laurentiennes, gaspésiennes et nord-côtières dépassent de 60% ceux des musées situés en régions urbaines, intermédiaires et périphériques en raison de l'éloignement géographique et des contraintes logistiques qui en découlent. Par conséquent, des fermetures temporaires et des réductions d'heures d'ouverture surviennent. Certains musées doivent même renoncer à des renouvellements d'expositions permanentes et temporaires¹⁷.



La Politique touristique du Québec¹⁸, qui n'a pas été révisée depuis 2005, met l'accent sur le développement durable mais ne propose aucune orientation spécifique au tourisme culturel. Bien que le Plan d'action pour un tourisme responsable et durable 2020-2025¹⁹ adopté par le Gouvernement du Québec inclut des axes comme la promotion d'un tourisme respectueux des collectivités, le tourisme culturel n'est pas explicitement identifié parmi les grandes priorités. Ce dernier semble davantage envisagé comme une composante intégrée aux communautés locales, valorisant leur patrimoine vivant et leurs savoir-faire, plutôt que comme un secteur autonome soutenant les artistes ou les institutions culturelles telles que les musées et festivals. L'axe 4 du plan d'action met en avant l'importance de l'implication des communautés dans la gestion touristique pour maximiser les retombées économiques, sociales et environnementales. Ce qui inclut la valorisation du patrimoine naturel et culturel des collectivités locales et autochtones. Cependant, l'approche gouvernementale à cet égard semble davantage axée sur l'intégration et la préservation des valeurs culturelles au sein des communautés, sans établir de soutien explicite pour les acteurs culturels ou promouvoir la culture comme motivation principale de destination touristique.

Cette vision soulève des questions sur la manière dont le tourisme utilise les valeurs culturelles comme levier économique et attractif pour les territoires. Pourtant, les entreprises collectives du secteur touristique, ancrées dans leurs milieux locaux et régionaux, jouent un rôle clé en adoptant des approches inclusives visant des retombées sociales avant économiques. Leur modèle démocratique pourrait être un allié important dans une meilleure intégration de la culture dans le tourisme durable.

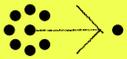
15. Radio-Canada (2016). [Un touriste sur quatre vient à Montréal pour la culture.](#)

16. Réseau Veille Tourisme (2024). [Le Cahier tendances édition 2024.](#)

17. Culture Gaspésie (2025). [Budget du Québec 2025-2026 : une crise imminente pour les musées en régions éloignées.](#)

18. Gouvernement du Québec (2005). [Vers un tourisme durable. Politique touristique du Québec.](#)

19. Gouvernement du Québec (2021). [Penser le tourisme différemment - Plan d'action pour un tourisme responsable et durable 2020-2025.](#)



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

Le manque de ressources pour la mise en valeur de la pratique du loisir culturel comme élément de bien-être des individus et des communautés

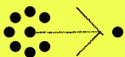
Malgré son apport essentiel au bien-être individuel et collectif, le loisir culturel souffre lui aussi d'un manque structurel de reconnaissance et de ressources. En effet, le loisir culturel est souvent le grand négligé des programmes et politiques qui concernent le grand secteur des loisirs. Parfois, le loisir culturel est perçu par les autorités publiques comme un simple secteur de divertissement plutôt que comme un véritable moteur économique aux retombées sociales importantes. Cette perception défavorable nuit à ce secteur d'activité pourtant crucial pour le bien-être individuel et collectif ainsi que pour le vivre-ensemble. Pour être accessible à toute la population, y compris aux personnes appartenant à un ménage à faible revenu, il est impératif que des investissements conséquents soient faits pour démocratiser le loisir culturel. Cela doit passer notamment par des investissements plus importants dans le loisir culturel dans les écoles par le biais d'activités parascolaires culturelles et artistiques. Une étude récente rapporte les bénéfiques majeurs de ces activités sur le développement des jeunes qui y participent :

« Les différentes collectes de données révèlent une panoplie de bienfaits, principalement sous forme d'acquisition de compétences jugées utiles pour la vie en société et pour la vie professionnelle à l'âge adulte. Parmi les plus marquées, on retrouve la gestion du stress en situation de haute performance, l'ambition et les attentes scolaires, l'exploration vocationnelle, les compétences sociales et de communication publique et interpersonnelle, la capacité d'identifier et d'exprimer ses émotions, l'adaptabilité, l'éthique de travail (organisation de son temps, autonomie et persévérance), le leadership et le sens de la responsabilité, la capacité d'assumer une saine prise de risques, le réflexe de participation dans son milieu, la gestion de projets ainsi que l'imagination et la créativité. L'étude révèle aussi que la participation à des activités parascolaires artistiques est considérée par ceux et celles qui s'y adonnent comme un tremplin de possibilités pour le reste de leur vie [...] »²⁰

Le secteur du loisir culturel mobilise plus de 1 000 organismes et groupes répartis sur l'ensemble du Québec, actifs dans plus de 300 institutions d'enseignement, et rejoignant près de 100 000 participants directs ainsi que des centaines de milliers de spectateurs²¹. L'Enquête sur les pratiques culturelles au Québec en 2009 montrait que 81,9 % de la population déclare s'adonner à des activités artistiques ou culturelles en amateur, un indicateur fort de son enracinement dans la vie quotidienne. Pourtant, le financement demeure marginal et les infrastructures sont souvent vétustes ou inadéquates, en particulier dans les quartiers et les régions, et le réseau d'organismes est extrêmement fragmenté, ce qui limite l'accès équitable aux services culturels. À cela s'ajoute un déficit en données à jour depuis l'interruption de l'Enquête sur les pratiques culturelles en 2014, ce qui prive les décideurs d'un outil essentiel de planification et de mesure d'impact. Ces constats révèlent l'urgence d'un soutien accru, structurant et durable à la pratique du loisir culturel, afin d'en faire un véritable levier de développement personnel, social et territorial.

20. Observatoire québécois du loisir (2024). [Rapport de recherche - Les effets de la participation aux activités parascolaires culturelles et artistiques à l'école secondaire sur le développement des jeunes.](#)

21. Conseil québécois du loisir (2017). [Le loisir culturel et les pratiques culturelles en amateur : des composantes à part entière de la culture québécoise.](#)



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

CRÉATION ET DIFFUSION ARTISTIQUES

Le manque d'accès à des lieux adéquats pour la création et la diffusion

La crise qui sévit en immobilier commercial a des répercussions importantes sur le secteur culturel dans toutes les régions du Québec et constitue l'une des causes principales du déclin de l'accessibilité aux infrastructures culturelles dans la province. En effet, malgré des taux de vacances importants, le contexte d'inflation ainsi que la spéculation immobilière engendrent une crise de l'abordabilité des locaux commerciaux²³. L'accessibilité à des locaux adéquats et abordables constitue un enjeu critique pour les entreprises culturelles et les artistes au Québec. À Montréal, par exemple, la montée rapide des loyers et la gentrification de quartiers historiquement culturels comme le Plateau-Mont-Royal ou le Centre-Sud contraignent de nombreux organismes à quitter les zones centrales, ce qui fragilise leur ancrage communautaire et leur visibilité²⁴. Les artistes indépendants et les petites structures éprouvent des difficultés à trouver des lieux de création sécuritaires et adaptés à leurs besoins spécifiques, en raison d'un parc immobilier souvent vétuste, inadéquat ou trop coûteux²⁵.

Cette situation compromet leur capacité à créer, à répéter et à présenter leurs œuvres dans des conditions professionnelles. Disposer d'espaces culturels accessibles est essentiel pour permettre une expression sécuritaire et favoriser l'émergence d'idées à proximité de tous. Cependant, leur implantation géographique reste un facteur d'inaccessibilité. Ces lieux, tels que les galeries d'art, ateliers de théâtre ou écoles de musique, se retrouvent souvent dans les quartiers aisés voire en voie de gentrification, limitant leur ouverture à des publics diversifiés. Cela renforce les inégalités dans l'accès à une culture inclusive et abordable pour les populations marginalisées. En réponse à cette problématique, certaines initiatives collectives de mutualisation d'espaces et d'équipements émergent, permettant de réduire les coûts tout en favorisant la collaboration interdisciplinaire. Toutefois, ces modèles restent rares et souvent saturés. Le manque de stabilité locative fragilise la pérennité des projets culturels, affecte la santé mentale des créateurs, limite leur capacité d'innovation, et accroît leur précarité. En bref, il y a une problématique importante d'inadéquation entre l'offre de locaux et les besoins du milieu culturel qui nuit à la vitalité artistique du Québec.



23. Chantier de l'économie sociale, 2025. [Cahier thématique sur l'immobilier collectif](#).

24. Culture Montréal (2024). [Mémoire sur le projet de Politique de développement culturel 2025-2030](#).

25. Voies culturelles des faubourgs (2021). [Impact de la culture dans le développement local et social du quartier des Faubourgs](#).



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

La précarité des conditions socioéconomiques et d'emploi des artistes

Les conditions socioéconomiques et d'emploi des artistes québécois sont si difficiles que selon un sondage du comité sectoriel de la main-d'œuvre de la culture, Compétence Culture, une personne sur quatre réfléchit à effectuer une transition de carrière et la moitié d'entre elles hésite à quitter le milieu de la culture complètement²⁶. Dans ce même sondage, 57 % des répondantes et répondants ont exprimé que la rémunération non compétitive et les enjeux liés à la santé mentale sont ex-aequo en tête de liste des préoccupations des travailleuses et travailleurs du secteur culturel. Près de la moitié des personnes ayant rempli le sondage ont également exprimé que le manque de considération pour le travail invisible est un enjeu important. 84 % des personnes répondantes indiquent que le manque de sécurité d'emploi est un enjeu prioritaire en lien avec le filet social dans le secteur culturel²⁷.

Le taux d'emploi atypique dans le secteur culturel est le deuxième plus élevé de tous les secteurs et il se situe à 44 % selon les données de 2021. De plus, près de 18 % des personnes œuvrant en culture sont des travailleurs et des travailleuses autonomes, contre 11 % pour l'ensemble de l'économie, et environ 7 % occupent plus d'un emploi alors que les autres secteurs en comptent moins de 5 %. La rémunération de la main-d'œuvre culturelle est plus faible que celle du reste de l'économie. Qui plus est, elle tend à décroître par rapport à la moyenne depuis près de 25 ans. La rémunération hebdomadaire moyenne au cours de 2021 pour les arts, spectacles et loisirs est nettement inférieure à celle de l'ensemble de l'économie (720 \$ contre 1 071 \$)²⁸. Pour toutes ces raisons, plusieurs organisations revendiquent une révision du filet social, provincial comme fédéral, afin de mieux l'adapter aux réalités particulières des travailleuses et travailleurs du secteur culturel. Le Conseil des arts de Montréal propose d'ailleurs une série d'exemples de mesures implantées ailleurs dans le monde pour contrer la précarité socioéconomique des artistes, tel que le revenu de base universel (Californie), le régime de l'intermittence du spectacle (France) et le coopérativisme de plateforme (Europe).

26. Compétence Culture (2022). [Diagnostic sur les enjeux en ressources humaines du secteur culturel](#).

27. Idem.

28. Compétence Culture (2023). [Plan d'action pour les ressources humaines en culture 2023-2028](#).



ENJEUX ET ÉTAT DE SITUATION AU QUÉBEC

Enjeux liés à la diversification des revenus et au manque de ressources d'accompagnement pour les artistes-entrepreneurs

Les artistes-entrepreneurs du Québec font face à un important manque de ressources d'accompagnement adaptées à leurs réalités spécifiques. Le Portrait de l'entrepreneuriat artistique 2024 de Culture Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches souligne qu'il n'existe que très peu de structures dédiées : dans la région de la Capitale-Nationale par exemple, seulement 5 organismes offrent de l'accompagnement entrepreneurial et 3 proposent du mentorat spécifiquement pour le milieu culturel²⁹. En conséquence, le recours au mentorat ou à un soutien personnalisé demeure marginal – 90 % des artistes interrogés n'y ont jamais ou rarement recours. Les principaux freins identifiés sont structurels, notamment le manque de temps, d'outils ou de connaissances, ainsi que l'insuffisance de ressources financières pour soutenir leurs démarches. Pourtant, l'intérêt des artistes pour développer des compétences entrepreneuriales est bien présent. Beaucoup expriment ce désir de se professionnaliser, mais la précarité de leur situation (faibles revenus, cumul d'emplois) et la surcharge de travail (tâches administratives non rémunérées, multiples projets simultanés) les empêchent souvent d'y consacrer le temps nécessaire³⁰.

Cette réalité souligne l'importance de mettre en place un accompagnement mieux adapté aux besoins du milieu culturel afin de favoriser la professionnalisation des artistes et le développement de l'entrepreneuriat culturel. En effet, si des avancées importantes ont été réalisées sur ce plan au cours des dernières années, notamment grâce à de nouveaux investissements dans les Conseils régionaux de la culture, il est nécessaire de poursuivre les efforts pour consolider les modèles d'affaires des organisations culturelles et leur permettre de remplir leur mission de manière soutenable.

29. Culture Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches (2024). [Portrait de l'entrepreneuriat artistique 2024 - Inventaire des ressources en entrepreneuriat général et artistique.](#)

30. Culture Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches (2024). [Étude de besoins en entrepreneuriat artistique Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches.](#)





PLACE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

De par leur mission sociale, les entreprises culturelles collectives contribuent au dynamisme des territoires, à la création d'un sentiment d'appartenance au sein des collectivités et à la cohésion sociale au sein des communautés locales et régionales. Elles génèrent aussi une augmentation de l'attractivité, qui permet bien souvent la revitalisation des milieux et la diversification économique dans les régions ressources. En effet, le modèle de l'économie sociale, basé sur la propriété collective, la gouvernance démocratique et l'ancrage local, présente des avantages significatifs en termes de développement local. Dans les secteurs de la culture, du loisir et du tourisme, l'entrepreneuriat collectif permet une meilleure adéquation entre les services offerts et les besoins réels des communautés. Plutôt que de viser le rendement aux actionnaires, ces entreprises réinvestissent leurs surplus dans l'amélioration de la qualité des services offerts et des emplois, l'accessibilité ou encore le développement de nouveaux services à la population. Ces contributions sont donc faites au bénéfice du bien-être des communautés et du développement de l'économie locale.

La gouvernance participative renforce le sentiment d'appartenance et l'implication citoyenne, tout en favorisant des décisions plus inclusives et enracinées dans la réalité du territoire. Elles contribuent ainsi à la vitalité culturelle et économique locale, souvent dans des milieux que le secteur privé délaisse. En priorisant la pérennité, l'équité et l'impact collectif, le modèle de l'économie sociale constitue un levier incontournable pour un développement touristique et culturel durable, solidaire et résilient.

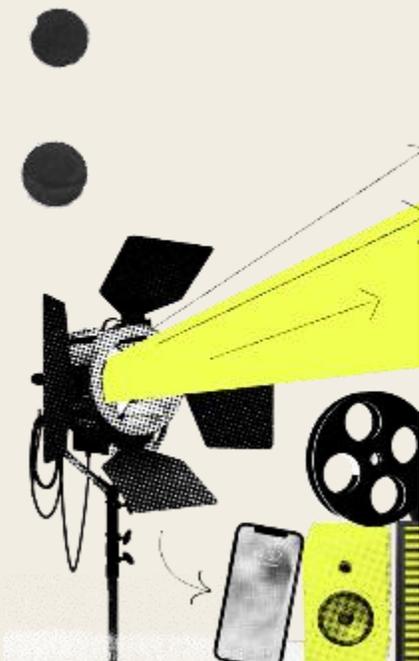
Ce faisant, partout au Québec, de nombreuses entreprises d'économie sociale en culture, dont celles qui sont spécifiquement dédiées au tourisme et aux loisirs culturels, jouent un rôle clé dans le développement local et régional, favorisant la vitalité régionale dans les grands centres autant que dans les plus petites municipalités, valorisant les ressources et identités collectives. Ces entreprises sont complémentaires aux différents services de proximité qui répondent aux besoins des populations et assurent un milieu de vie complet, attrayant et en mesure d'innover pour résoudre les enjeux sociaux, environnementaux et économiques de leur territoire.

Les organisations culturelles représentent une part très importante des entreprises collectives du Québec. En effet, le secteur de la culture, des arts et des médias est composé de plus de 1 100 entreprises collectives, ce qui représente autour de 10 % de l'ensemble des entreprises collectives québécoises. Les entreprises collectives du secteur culturel comptent environ 496 000 membres ou adhérents, plus de 15 000 travailleuses et travailleurs salariés, et plus de 30 000 bénévoles³¹. Pour sa part, le secteur du loisir et du tourisme compte 1 340 entreprises collectives, avec un total de 1,6 million de membres ou d'adhérents, d'environ 20 000 travailleurs salariés et de près de 40 000 bénévoles³².

Les entreprises et organisations collectives dans ces secteurs représentent également une part significative du total des entreprises, toutes formes juridiques confondues. La convergence naturelle entre les valeurs et les approches inclusives d'une grande partie des entrepreneurs culturels et celles mises de l'avant par l'économie sociale en fait un modèle d'affaires privilégié par bon nombre d'entre eux. Ces organisations privilégient des initiatives qui engagent la communauté et favorisent des projets bénéfiques pour les collectivités bien avant la recherche du rendement.

31. Institut de la statistique du Québec (2016). L'économie sociale au Québec – Portrait statistique 2016.

32. Idem.





PLACE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

La culture est aussi un vecteur d'innovation et d'inclusivité, offrant aux communautés sous-représentées un espace où elles peuvent s'exprimer et se sentir en sécurité et valorisées. Étroitement liée à l'équité, la diversité et l'Inclusion (EDI), elle favorise un accès équitable aux arts et à la créativité, tout en mettant en lumière des artistes issus de groupes marginalisés, tels que les peuples autochtones ou les personnes en situation de handicap. En soutenant ces initiatives, la culture contribue à briser les barrières systémiques et à promouvoir une représentation juste dans la société. En tant que levier d'innovation sociale, elle stimule la cohésion sociale et réduit les inégalités, bâtissant ainsi des communautés plus harmonieuses et inclusives.

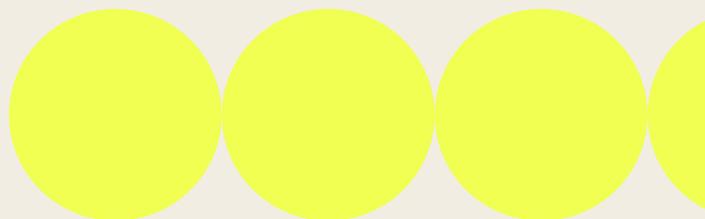
Il va donc sans dire que l'économie sociale représente un levier de développement important pour le secteur de la culture. D'une part, ce modèle favorise le développement local par un enracinement des entreprises dans leurs communautés et le rôle central que joue la gouvernance démocratique dans le choix et la poursuite de la mission sociale et des activités de l'entreprise. Les citoyennes et citoyens peuvent alors s'engager directement dans leur milieu, contribuer à la vitalité culturelle et économique de leur localité et développer par le fait même la fierté, le sentiment d'appartenance et la cohésion sociale de leur communauté. Ces entreprises sont aussi créatrices d'emplois diversifiés et d'environnements de travail soucieux des besoins des travailleuses et travailleurs. Finalement, le milieu de l'économie sociale dispose d'un écosystème de soutien et d'accompagnement développé, accessible aux organisations culturelles, tant pour ce qui est du soutien financier que des ressources de service-conseil.

ARTS DE LA SCÈNE

L'économie sociale occupe une place importante dans l'industrie des arts de la scène au Québec. Plusieurs initiatives inspirantes et entreprises collectives bien connues et appréciées de la population appartiennent à l'économie sociale. Parmi elles, on retrouve le Regroupement des festivals régionaux artistiques indépendants (REFRAIN), composé de 115 festivals et événements artistiques présents dans 16 régions administratives du Québec. Sa mission est de rassembler, valoriser et positionner les festivals régionaux artistiques indépendants comme des acteurs incontournables d'économie sociale et de développement touristique et culturel québécois.

À cela s'ajoutent les centaines de théâtres et salles de spectacles situés dans toutes les régions du Québec, incorporés sous une forme juridique collective, soit en organisme à but non lucratif ou en coopérative. Bon nombre des salles de spectacles indépendantes du Québec sont par ailleurs répertoriées sur une carte interactive sur le site web sallesindépendantes.com.

Les quelque 350 harmonies et orchestres symphoniques que l'on retrouve au Québec sont également des organisations culturelles appartenant à l'économie sociale. Elles sont regroupées au sein de la Fédération des harmonies et des orchestres symphoniques du Québec (FHOSQ).





PLACE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

ARTS VISUELS ET MÉTIERS D'ARTS

Une portion importante des musées, des galeries d'art, des salons des métiers d'art du Québec et des membres des Artisans Indiens du Québec font partie de l'économie sociale, car ils conjuguent une mission culturelle et artistique avec une démarche collective et solidaire. Ces organisations visent à rendre l'art et le patrimoine accessibles au plus grand nombre, tout en soutenant les créateurs et en préservant les savoir-faire traditionnels. Les institutions muséales dont la gouvernance est autonome de l'État³³ et les galeries d'art sans but lucratif ou coopératives appartiennent également à l'économie sociale. Ces organisations ont pour mission de diffuser la culture, d'éduquer le public et de promouvoir les artistes émergents ou établis. De leur côté, les salons des métiers d'art du Québec, regroupés au sein de l'association des SMAQ, mettent en valeur le travail artisanal local, encouragent l'économie circulaire et les échanges directs avec les artisans. Quant aux Artisans Indiens du Québec, ils œuvrent à préserver et à transmettre les traditions autochtones tout en favorisant l'autonomie économique des communautés autochtones. Ensemble, ces acteurs renforcent le tissu social par le biais de la culture, de l'inclusion et de l'innovation au sein des arts visuels et des métiers d'arts.

ARTS AUDIOVISUELS

Du côté des arts audiovisuels, encore une fois, l'économie sociale est bien présente. En effet, on peut penser aux membres de l'Association des cinémas parallèles du Québec (ACPQ), aux distributeurs et maisons de disques à but non lucratif ou coopératifs (comme Amplitude Distribution et Musicaction), aux studios d'enregistrement sans but lucratif tels que Pantoum et le studio Studio Ensemble pour toustes de Fierté Montréal et à la Guilde de jeu vidéo du Québec qui s'inscrivent tous dans le mouvement de l'économie sociale en alliant création artistique et modèle collaboratif. Ces organisations ont pour mission de soutenir la diversité culturelle, l'indépendance artistique et l'accessibilité des œuvres audiovisuelles et musicales. L'ACPQ fait la promotion du cinéma d'auteur et des salles indépendantes, tandis que les distributeurs coopératifs et les maisons de disque sans but lucratif favorisent une diffusion équitable pour les artistes émergents. Les studios d'enregistrement dont la forme juridique est l'OBNL ou la coopérative offrent des espaces démocratiques pour la création musicale. Pour sa part, la Guilde du jeu vidéo du Québec est une coopérative à but non lucratif qui regroupe les organisations de développement et de création de jeux vidéo indépendants et internationaux, les établissements d'enseignement et les entrepreneurs des domaines connexes établis au Québec. Elle compte plus de 340 membres et elle est le plus important regroupement coopératif du genre au monde. Ensemble, ils renforcent une filière audiovisuelle engagée, où la collaboration est un levier pour l'essor de la culture.

33. Institutions sans but lucratif, œuvrant au Québec, ouvertes au public, ayant un bâtiment ou une salle dédiée en permanence à la mise en valeur et à l'interprétation de collections ou de divers contenus à caractère muséal. Source : Société des musées du Québec.





PLACE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

ARTS LITTÉRAIRES

Bon nombre d'organisations de la filière des arts littéraires appartiennent également au milieu de l'économie sociale. Ces organisations jouent un rôle essentiel dans la promotion de la diversité culturelle et l'accès à la lecture. Les librairies indépendantes, regroupées au sein de la coopérative des Librairies indépendantes du Québec (LIQ) et de l'Association des libraires du Québec (ALQ), défendent une offre littéraire variée et de proximité, soutenant autant les auteurs locaux que les petits éditeurs. Plusieurs de ces librairies coopératives ou à but non lucratif, quant à elles, favorisent une production éditoriale axée sur la qualité et qui souhaitent permettre à des voix marginalisées ou alternatives de se faire entendre. Enfin, les Salons du livre, regroupés au sein de l'Association québécoise des salons du livre et dont la majorité sont des organisations de l'économie sociale, créent des espaces de rencontre entre le public et les acteurs du milieu, renforçant ainsi les liens entre la culture, l'éducation et la communauté. Par leur engagement, ces acteurs contribuent à une chaîne du livre plus équitable, démocratique et ancrée dans son milieu.

LOISIRS CULTURELS ET PRATIQUE ARTISTIQUE AMATEURE

Le loisir culturel et la pratique culturelle amateur représentent un pilier essentiel de l'économie sociale au Québec en rassemblant une multitude d'organisations qui allient éducation populaire, inclusion sociale et innovation collaborative. Que ce soit à travers les Fab Labs et ateliers de fabrication communautaire (aussi appelés makerspaces) comme L'ESPACEMAKER, qui démocratisent l'accès aux technologies créatives, ou de nombreuses associations membres du Conseil québécois du loisir, ces acteurs partagent une vision commune : rendre la culture, les loisirs et les savoir-faire accessibles à tous, dans une optique de développement des communautés.

Les camps de vacances (Association des camps du Québec) et les initiatives pour le loisir des personnes handicapées (Association québécoise pour le loisir des personnes handicapées) garantissent une offre de loisir culturel inclusive, tandis que des fédérations comme Arts en mouvement Québec et l'Alliance chorale Québec structurent et animent des pratiques artistiques amateurs. La Fédération québécoise du loisir littéraire et la Fédération du théâtre amateur cultivent l'expression écrite et scénique comme outils d'émancipation, alors que des réseaux spécialisés comme la Fédération des clubs radioamateurs du Québec (RAQI) préservent des savoirs techniques tout en favorisant les échanges intergénérationnels. Toutes ces organisations regroupent des organisations qui appartiennent à l'économie sociale et forment un écosystème dynamique d'animation des loisirs culturels pour toutes et tous au Québec.

Au-delà de leurs missions spécifiques, ces organisations tissent une trame sociale où le loisir devient un levier d'apprentissage, de créativité partagée et de cohésion sociale sur les territoires. Leur ancrage dans l'économie sociale se manifeste par leur gouvernance participative, leur réinvestissement des surplus dans leur mission et leur engagement envers les principes d'accessibilité. En stimulant l'engagement citoyen et en valorisant une diversité d'opportunités pour concrétiser ses passions, les organisations de loisir contribuent à une société où la culture et le loisir sont vécus comme des biens communs, accessibles et transformateurs.



PLACE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

MÉDIATION CULTURELLE

La médiation culturelle est un terme utilisé au Québec depuis les années 2000 pour mettre en lumière les stratégies visant à créer des situations d'échange et de rencontres entre les citoyens et citoyennes et les milieux culturels et artistiques³⁴. La médiation culturelle permet donc d'élargir l'accès à la culture aux populations, incluant les personnes marginalisées, grâce à différentes stratégies d'accompagnement, de création et d'intervention et, ainsi, de contribuer à la démocratisation de la culture.

Plusieurs municipalités ont d'ailleurs mis en place des initiatives de médiation culturelle sur leur territoire, notamment par le biais du réseau des bibliothèques publiques ou de la programmation culturelle. En complémentarité avec ces actions, des entreprises d'économie sociale ont développé des services qui leur permettent de poursuivre cette mission d'accessibilité à la culture comme *Exeko*, qui souhaite soutenir la participation citoyenne, culturelle et sociale des personnes en situation d'exclusion, *Artenso* qui accompagne les organismes de tous les milieux désirant initier des projets de création ou d'intervention en médiation culturelle, ou encore *Culture pour tous* qui déploie différentes actions pour faire connaître et aimer la culture afin de favoriser l'épanouissement et la santé des communautés. Les initiatives de médiation culturelle portées par les entreprises d'économie sociale contribuent à la création d'une culture collective et partagée partout sur le territoire québécois.

34. Ville de Montréal, [Qu'est-ce que la médiation culturelle?](#)

TOURISME CULTUREL

Le tourisme culturel au Québec bourdonne d'organisations appartenant à l'économie sociale qui valorisent le patrimoine, l'accessibilité et les échanges humains, tout en privilégiant des modèles collaboratifs et durables. Tourisme Autochtone Québec joue un rôle clé en mettant en lumière les cultures et savoirs ancestraux des Premières Nations, offrant aux visiteurs des expériences authentiques tout en soutenant le développement économique des communautés.

- Le **Réseau Québec Folklore** préserve et diffuse les traditions québécoises à travers chants, danses et récits, renforçant ainsi l'identité culturelle locale.
- **Événements Attractions Québec** fédère les festivals et lieux culturels, stimulant une offre touristique vibrante et diversifiée.
- **Kéroul** œuvre pour un tourisme accessible, permettant aux personnes à mobilité réduite de découvrir le patrimoine québécois sans obstacles.
- Les **Auberges de jeunesse du St-Laurent** proposent un hébergement abordable et convivial, favorisant les rencontres et les voyages responsables.
- La **Fédération Histoire Québec** anime les passionnés d'histoire locale, transformant le passé en expériences vivantes pour les visiteurs.
- **Terroir et saveurs du Québec** (aussi appelée l'Association de l'agrotourisme et du tourisme gourmand) connecte les voyageurs aux producteurs artisans, célébrant ainsi les richesses du terroir dans une perspective de circuit court.

Ensemble, ces organisations façonnent un tourisme culturel ancré dans les territoires, respectueux des populations et des traditions, où la découverte rime avec équité et durabilité. Leur engagement collectif démontre que le tourisme peut être un vecteur de développement local, d'inclusion et de transmission, qui contribue au bien-être des populations locales et au dynamisme économique du Québec.



PLACE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

ÉCOSYSTÈME DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES COLLECTIVES CULTURELLES

Le Québec dispose d'un écosystème dynamique et spécialisé pour soutenir l'entrepreneuriat collectif en culture, offrant aux organisations des ressources adaptées à chaque étape de leur développement. Les Conseils régionaux de la culture apportent des services d'orientation et d'accompagnement territorialisés aux organismes culturels, en lien avec les réalités locales. Des organismes comme La Piscine, Accélérateur d'entreprises créatives et culturelles jouent un rôle complémentaire en proposant des programmes d'accompagnement sur mesure, des espaces de travail partagés et des services d'innovation pour aider les entrepreneurs culturels à structurer et développer leurs projets.

Du côté des outils numériques, Culturepédia, mise en place par Culture pour tous, agit comme une fiducie de données culturelles, mettant à disposition des ressources et des connaissances pour renforcer la capacité des organisations québécoises et francophones. De son côté, Synapse C accompagne les organisations du milieu de la culture dans l'utilisation de leurs données pour optimiser leurs activités et leurs revenus.

Toutes ces ressources spécialisées en culture, tourisme et loisir s'ajoutent à un écosystème complet plus général dédié au développement de l'économie sociale, qui comprend des acteurs financiers, des organismes de soutien et d'accompagnement et des entreprises collectives de service-conseil. Ensemble, ces dispositifs forment un réseau cohérent et complémentaire, permettant aux projets culturels collectifs de se structurer, d'innover et de s'enraciner durablement dans leur milieu.



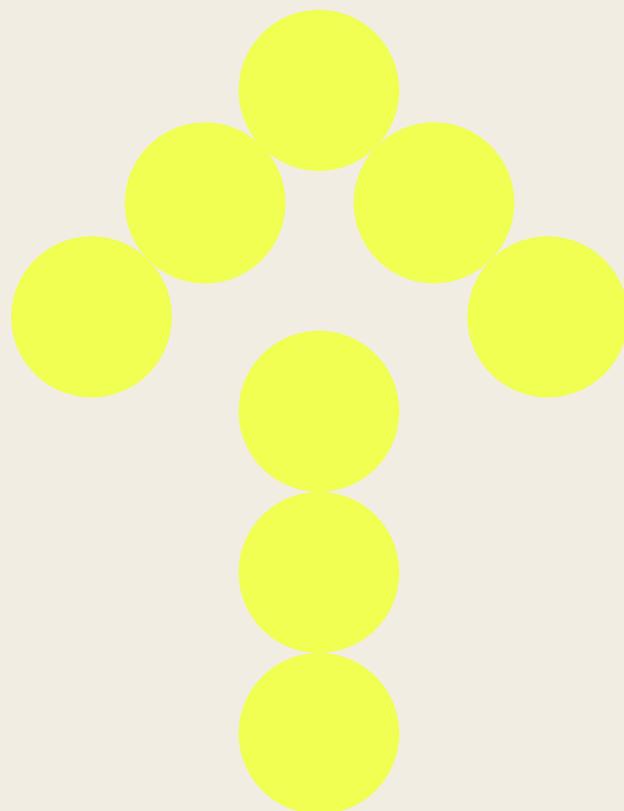


VISION → 2050

Malgré les défis importants auxquels le Québec fait face, la capacité d'innovation et de prise en charge par les communautés des solutions porteuses d'avenir de l'économie sociale sont autant de raisons d'optimisme, de motivation et d'ambition. De ce fait, en matière de culture et de loisirs, le mouvement de l'économie sociale porte la vision suivante pour 2050 :

En 2050, les organismes et entreprises d'économie sociale en culture, loisir et tourisme sont reconnus comme des piliers incontournables du développement local et régional au Québec. Leur présence dynamique dans toutes les régions renforce l'identité culturelle des communautés, tout en favorisant l'inclusion, l'accessibilité et la participation citoyenne. Grâce à leur engagement, le patrimoine culturel est préservé, les lieux de création et de diffusion artistiques prospèrent, et les espaces de médiation culturelle permettent à chacun de s'épanouir et de contribuer à la richesse collective. Le Québec rayonne par une culture vivante et diversifiée, ancrée dans ses territoires et ouverte sur le monde. Cette vitalité culturelle nourrit un profond sentiment d'appartenance et de fierté, tout en stimulant l'innovation et la créativité au cœur de la société québécoise.

Pour composer avec les enjeux du contexte actuel, et bâtir sur les réalisations extraordinaires du mouvement de l'économie sociale et de la société civile du Québec, il importe de mettre en place des actions structurantes qui contribueront à concrétiser cette vision d'avenir ambitieuse.



PROPOSITIONS D'ACTIONS STRUCTURANTES

○ Renforcer les capacités (d'agir) des organisations

- Diversifier les sources de revenus des organisations culturelles, notamment par des liens plus étroits avec le secteur philanthropique.
- Développer un outil de sociofinancement spécifique à la culture.
- Promouvoir la culture comme opportunité de « commandite à impacts » auprès de différents partenaires.
- Proposer des modèles économiques qui renforcent la solidité des organisations culturelles.
- Mettre en place des stratégies collectives de mutualisation.
- Sensibiliser et informer les acteurs culturels et leurs bailleurs de fonds quant aux stratégies et modèles de mutualisation susceptibles de renforcer leur autonomie et d'accroître leur impact.
- Mettre en place des incitatifs à la mutualisation pour encourager les initiatives collectives.
- Soutenir le développement des différentes fonctions entrepreneuriales au sein des organisations de la culture.
- Informer les organismes de financement de l'économie sociale des enjeux propres au secteur de la culture afin d'améliorer la réponse à leurs besoins.
- Partager les besoins spécifiques des organisations culturelles en matière d'accompagnement auprès des partenaires de l'écosystème de l'économie sociale.

○ Favoriser le développement de projets d'immobilier collectif structurant pour les organisations culturelles

- Garantir des espaces immobiliers flexibles et accessibles au sein des communautés pour assurer l'expression culturelle sous différentes formes.
 - Adapter l'offre d'accompagnement des projets d'immobilier collectif aux besoins et particularités du secteur culturel.
 - Créer une société immobilière à but non lucratif dédié à la création et à la gestion d'espaces à vocation culturelle.
-

PROPOSITIONS D' ACTIONS STRUCTURANTES

○ Renforcer les collaborations avec les municipalités

- Création d'une vaste boîte à outils et d'une offre de formations spécialisées dans le secteur de l'immobilier collectif non-résidentiel basée sur les meilleures pratiques.
 - Valoriser et reconnaître la contribution des entreprises d'économie sociale qui œuvrent en culture, incluant les acteurs du loisir culturel, comme partenaires du développement local
 - Travailler en synergie avec divers acteurs locaux de la culture et du loisir culturel afin de maximiser les impacts positifs dans les collectivités

 - Mesurer les impacts de la culture sur le bien-être et la vitalité des communautés.
-

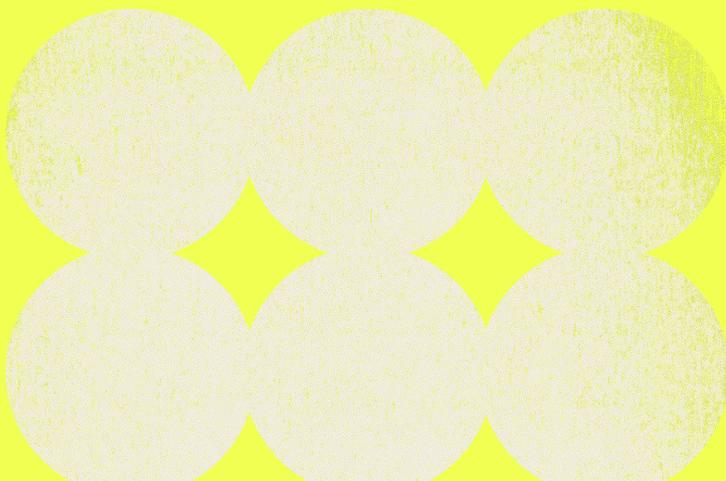




POUR ALLER PLUS LOIN



- CERESO (2023). Construire des partenariats durables avec les milieux municipaux et régionaux - Rapport d'étude sur les impacts socio-économiques des diffuseurs pluridisciplinaires de Réseau Scènes.
- Compétence Culture (2022). Diagnostic sur les enjeux en ressources humaines du secteur culturel.
- Conseil des arts de Montréal (2021). De la précarité à la dignité : nouveaux regards pour améliorer le statut de l'artiste.
- Conseil québécois du loisir (2017). Le loisir culturel et les pratiques culturelles en amateur : des composantes à part entière de la culture québécoise.
- Conseil québécois du patrimoine vivant (2015). État des lieux du patrimoine immatériel - Les traditions culturelles du Québec en chiffres.
- Culture Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches (2024). Étude de besoins en entrepreneuriat artistique Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches.
- Institut de la statistique du Québec (2025). L'évolution du Québec depuis 25 ans selon les travaux de l'ISQ - La culture.
- Les arts et la ville (2024). Propulser la transition socioécologique par les arts et la culture - Guide pratique à l'intention des gouvernements de proximité.
- Observatoire québécois du loisir (2024). Rapport de recherche - Les effets de la participation aux activités parascolaires culturelles et artistiques à l'école secondaire sur le développement des jeunes.
- Office québécois de la langue française (2024). Rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec.





S'IMPLIQUER

Faites-nous part de vos commentaires et suggestions

INFO@SOMMET-ES-2025.QUEBEC

DOCUMENT PRODUIT PAR LE
CHANTIER DE L'ÉCONOMIE
SOCIALE, EN COLLABORATION
AVEC TERRITOIRES INNOVANTS
EN ÉCONOMIE SOCIALE ET
SOLIDAIRE



 → **SOMMET** → és